



Agissons maintenant pour que le jour d'après soit le début des jours heureux

La scandaleuse tragédie du Covid 19 dont nous commençons à sortir a montré la discrimination subie par les retraités ! C'est dans les rangs des plus anciens que l'on compte le plus de victimes que ce soit à l'hôpital, en Ehpad ou à domicile. Tous les moyens n'ont pas été mis à leur disposition pour lutter efficacement contre l'épidémie. Pire encore, des choix ont du être faits entre les malades, dans les moments « durs », face au manque de moyens et les plus anciens en ont été les victimes. Ceux placés en Ehpad n'étaient, quant à eux, pas « prioritaire » à l'hospitalisation. Une différence de traitement inacceptable qui a laissé les familles et le personnel soignant horrifiés et désespérés !

La responsabilité de cette situation incombe aux années de politiques d'austérité qui ont fini par gravement détériorer l'hôpital public, notre système de santé et de protection sociale, avec des conséquences très directes sur le nombre de lits, de respirateurs et de moyens de protection.



Plus que jamais se pose la question d'une meilleure répartition des richesses créées par notre Pays. Il n'est pas acceptable d'entendre SANOFI se réjouir d'avoir reversé près de 4 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires pour 2019, alors que nous sommes toujours dans l'attente d'une loi grand âge avec un grand service de l'autonomie, que le 100% sécu, plus que jamais d'actualité, n'est pas à l'ordre du jour. Il nous faudra être particulièrement vigilant.es sur le pouvoir d'achat des retraité.es dont **la CGT** revendique la hausse. La crise actuelle et le remboursement de la dette créée pour venir en aide aux différents secteurs de l'économie et aux plus démunis ne doivent pas être le prétexte à de nouvelles ponctions des retraites, ni à des redéploiements de budgets entre les services publics.

Le « monde de demain » ne peut, ne doit pas être celui d'hier porté par les lobbys libéraux et le patronat. Une autre politique doit être au cœur du processus de reconstruction, un autre projet de société doit être construit qui tourne le dos aux projections de ce gouvernement. Cette construction est l'affaire de toutes et tous et nous devons en être acteurs.

La réponse du gouvernement à cette exigence est édifiante, avec l'état d'urgence sanitaire, il s'octroie les pleins pouvoirs. Il porte atteinte à la démocratie, restreint les droits et libertés, permet, interdit, verbalise... Avec le patronat, il profite de cette situation inédite pour lapider les droits du monde du travail et des retraités, afin de poursuivre sa politique ultralibérale.

Pour le peuple la situation est dramatique : faillites, dépôts de bilans, pertes massives d'emplois, augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, diminution du pouvoir d'achat des salariés et des retraités, reculs conséquents sur les droits du travail, augmentation des prix de première nécessité (entre 9 et 12%), accentuation de la pauvreté...

Nous devons imposer d'autres choix, dans la continuité des mobilisations fortes engagées avant le confinement. Les salariés et les retraités sont appelés à amplifier leurs actions dès maintenant et à ne rien lâcher sur leurs revendications spécifiques et collectives.

C'est déjà le cas dans de nombreux secteurs professionnels où, comme les personnels de santé, les salariés décident de s'organiser **avec la CGT** et des organisations syndicales unitaires. Ils développent de formes d'actions originales pour défendre avec force leur outil de travail, leurs conditions de travail, leurs salaires, le bien commun qu'est la santé.

Des revendications primordiales et urgentes

Pour la politique de santé :

Nous demandons que s'engagent sans plus attendre des politiques publiques de long terme pour la prise en charge de la perte d'autonomie, à domicile et en établissement, à 100% par la branche maladie de la Sécurité sociale ;

- la création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie et une loi grand âge et autonomie conforme à nos attentes.

Nous soutenons les revendications des personnels des EHPAD et des services d'aide à domicile comme celles des personnels hospitaliers, notamment les 40 000 embauches immédiates, d'autant plus que les conditions de vie et de santé des personnes retraitées, des personnes vulnérables ou dans le grand âge, en dépendent.

- l'arrêt immédiat des politiques de restrictions budgétaires. Il faut d'urgence une loi rectificative pour le financement des besoins de santé, la relocalisation et la maîtrise publiques des productions des matériels de santé et des médicaments ;
- des investissements publics massifs pour l'hôpital public.



Plus spécifiquement pour le Service de Santé des Armées

Cette dernière décennie a vu, notamment, la fermeture de l'Hôpital Parisien du Val de Grâce. Elle a également connue la suppression de plusieurs centaines de lits et d'emplois dans tous nos autres Hôpitaux d'Instruction des Armées (il en reste 8 sur notre territoire), ainsi que des effectifs réduits et/ou précarisés dans tous nos autres établissements de santé.

La CGT demande l'arrêt de toutes les réductions de postes et fermetures de services et d'hôpitaux et la réouverture de l'hôpital du Val de Grâce !

Cela passe par des moyens matériels et humains pour tous nos établissements hospitaliers ainsi que pour le ravitaillement sanitaire, la recherche, la formation et pour tous nos centres médicaux. Pour maintenir et pérenniser un service de qualité, des recrutements à statuts sont nécessaires.

Et plus généralement :

- Un plan de **développement de tous les services publics**
- Une **fiscalité bien plus juste et redistributive**, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l'évasion fiscale.
- Un plan de **réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services**, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations, de répondre à la crise écologique.

Mobilisons-nous dès maintenant et donnons-nous rendez-vous le « jour d'après » pour réinvestir les lieux publics, pour **reconstruire ensemble un futur, écologique, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées**